

PROVENCE

Centre Var : on reparle de la ligne Gardanne-Carnoules

TRANSPORTS

À son tour, la députée LREM Valérie Gomez-Bassac interpelle l'État, la SNCF et les collectivités pour la réhabilitation de la ligne Gardanne-Carnoules.

Des gares à Brignoles ou Saint-Maximin ? Désenclaver le centre Var par autre chose que la route ? Réduire les flux autoroutiers qui saturent l'entrée de Toulon ? La solution serait de réhabiliter et rouvrir la ligne ferroviaire Gardanne-Carnoules. C'est le cheval de bataille de plusieurs organisations politiques, associatives et syndicales (notamment la CGT et le PCF) depuis de nombreuses années. Alors que le projet de loi transports d'Élisabeth Borne accouche d'une souris, une députée LREM Valérie Gomez-Bassac (6e circonscription du Var) prend le train en marche et appelle à faire remonter toutes les initiatives du terrain permettant d'améliorer la mobilité au quotidien.

« L'infrastructure existante, constituée d'une seule ligne de Vintimille à Marseille, ne peut répondre à la demande actuelle de transport ferroviaire local », rappelle la députée. Et sur ce point, au moins, dans le Var, tout le monde est d'accord (même antis et pros ligne à



Le projet de réouverture de la ligne avait déjà été porté par la précédente majorité de gauche de la Région.

PHOTO DR

grande vitesse) : la réouverture de la ligne Gardanne-Carnoules est LA solution pour les transports du quotidien avec le ferroviaire comme alternative crédible à la voiture.

Quelle priorité ?

Pour mémoire, cette ligne de 79 km, construite en 1880, reliant, pour la Bauxite, Gardanne à la gare de Carnoules, a cessé de fonctionner en 1987. Elle est en revanche maintenue et inscrite au réseau stratégique de dé-

fense, mais sans aucun budget pour sa maintenance. Seul un train touristique l'utilise encore entre Brignoles et Carnoules. Sauf qu'une interdiction de circuler à compter du 1er janvier 2019 vient d'être transmise officiellement le 22 novembre à l'association qui s'en occupe...

L'idée de réouverture avait déjà été inscrite au contrat de plan État-Région (et portée par le PCF) et des travaux ont été effectués, côté Bouches-du-Rhône. Sa réalisation et

son financement ont fait l'objet d'études préliminaires de réouverture au service voyageurs de la ligne par un comité de pilotage de Réseau ferré de France et le conseil régional. Reste que l'État prévoit d'investir 13,4 milliards d'euros dans les transports entre 2018 et 2022. La députée y croit donc. Sauf que pour l'heure, on supprime encore des arrêts TER et les efforts de rénovation sont mis sur Marseille, Toulon et Nice. À suivre.

G.STV.